

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

COHP Nord-Kivu Du 17 au 19 septembre 2025

Lieu de l'ERM Kibirizi centre, axe Kilima-Kashalira-Katoro (EH 5904, 5975).



Contexte

Description de la crise

I. Introduction

Initialement, la mission de la COHP Nord-Kivu était planifiée du 17 au 19 septembre 2025, et devait couvrir les axes Mabenga-Kirumba-Kagando-Bambo centre-Kishishe (EH 6067, 6084, EH5966.) dans la ZS de Bambo, Nyanzale-Katsiru dans les ZS de Kibirizi et Birambizo (EH 6001, 5880, 5731, EH 6007, 5918,5870, 6086) et l'axe Kashalira-Kilima-Kibirizi dans la ZS de Kibirizi (EH 5904, 5975).

La reprise/relance des opérations militaires la veille de la mission (17 septembre) dans la région de Kirumba et Kangando et la dégradation de la situation sécuritaire sur l'axe-Kibirizi- Kirima-Bwalande dès le 17 septembre causée par la flambée d'une forte tension entre acteurs armés actifs de la zone (APCLS, FDLR et M23) a contrainte la mission de réaménager son planning initial et mener du 17 au 19 septembre l'évaluation multisectorielle complète (ERM) à Kibirizi centre dans les aires de santé de Kibirizi, Kabanda, Kibingu.

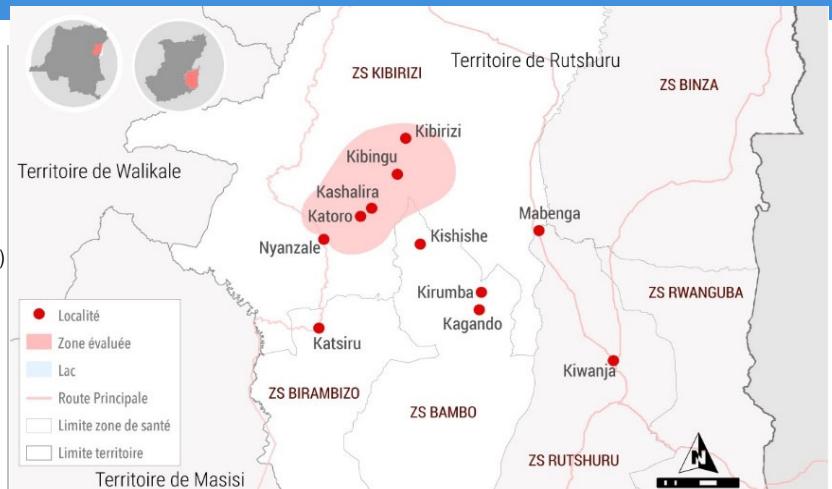
Description de la crise

Depuis janvier jusqu'à août 2025, la chefferie de Bwito a été marquée par des affrontements et opérations militaires intermittents, opposant principalement les groupes d'autodéfense (VDP) au M23, qui contrôle la majeure partie de la zone.

La persistance de ces combats a entraîné une forte détérioration de la situation humanitaire, se traduisant par des déplacements massifs de populations. Par ailleurs, des affrontements entre les FARDC, les VDP et le M23 dans les territoires voisins de Lubero (ZS de Kayna) et de Walikale (ZS de Pinga) ont provoqué de nouveaux mouvements de population vers la ZS de Kibirizi, ainsi que le retour de milliers d'habitants originaires de Rutshuru, réfugiés dans les territoires de Lubero et Walikale depuis 2023-2024.

Ces violences armées ont également généré une recrudescence des violations des droits humains et des incidents de protection contre les civils, la destruction et le pillage d'infrastructures communautaires (écoles, centres de santé, parc des Virunga), ainsi qu'une réduction significative de l'accès humanitaire dans plusieurs localités.

Dans le but d'avoir une vue d'ensemble de l'impact de cette crise dans les zones accessibles potentiellement de déplacement et de retour, la coordination opérationnelle humanitaire provinciale Nord-Kivu (COHP) a mené une évaluation rapide multisectorielle du 17 au 19 septembre 2025 dans les aires de santé de Kibirizi, Kabanda, Kibingu, Kilima, Kashalira et Katoro dans la ZS de Kibirizi, chefferie de Bwito, qui vise à récolter les données chiffrées de personnes en besoin de l'aide humanitaire d'urgence, renforcer les interventions humanitaires dans ces zones, en mobilisant les acteurs clés des clusters Santé, WASH, Protection, Abris/ AMEs, Nutrition, Education et Sécurité alimentaire pour garantir une approche intégrée. Participants : OCHA, UMOJA in Action, PDEH, OIM, AIDES, AFEDEM, AOF, ALIMA, FEMISA, Action Aid, GRAM, DEDUCE, CADEGO/Caritas, EFIM, Save The People In Need (SDN), CDD, ADME, Achi, IPDECO, PACO, INK, CEDPDI



Source des résultats : ¹

EM

IC

RDS/GDC

Code de l'alerte

5975

5975

Autres codes d'alerte

5904

Date de début de crise

01/08/2025

23/03/2024

Date de fin de crise

01/09/2025

En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée

14906

1662

Taille moyenne ménages

7,5

-

Accès physique

Source : équipe d'évaluation

Accès sécuritaire

Moto

Présence de la MONUSCO
Incidents au cours des 2 dernières semaines

Non

Couverture tél.

RAS

0% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés

RDS: Revue de données secondaires

GDC: Groupe de discussion communautaire

OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

La poursuite des affrontements armés se sont poursuivis dans la chefferie de Bwito, et dans plusieurs localités des territoires de Lubero et Walikale depuis janvier à aout 2025, forçant le déplacement d'environ 49 890 personnes (soit 9 978 ménages), dont 4 775 ménages déplacés internes (PDIs) et 5 203 ménages retournés dans les aires de santé de Kashalira, Kibirizi, Kabanda et Kibingu dans les groupements Mutanda en ZS de Kibirizi. Cette population accueillie en majorité en familles d'accueil (FAMAC), accentue la pression sur les communautés hôtes, déjà vulnérables du fait de la dégradation sécuritaire et de l'accès limité à leurs champs et aux services de base. Les enfants sont exposés aux risques de recrutement aux seins de groupes armés actifs dans la région, les REG/EEI disséminés dans les champs (KITOLU, LUTEE, KYANDWE et KYAMBI) constituent aussi un danger pour la population civile. Une assistance humanitaire en faveur de cette population est requise dans tous les secteurs avec comme priorité la sécurité alimentaire, les articles managers essentiels (AME) et la santé. L'accès humanitaire dans le Bwito est aussi régulièrement affecté par des combats entre acteurs armés. Les affrontements qui ont éclaté le 17 septembre 2025 à Kirumba et Kangando et sur les axes Kibirizi-Kirima et Bwalanda en chefferie de Bwito ont empêché cette mission conjointe de la CHOP (planifiée initialement du 18-23 septembre) à se rendre dans 13 localités des axes Mabenga-Kirumba, Kagando-Bambo centre, Nyanzale-Katsiru, Kashalira-Kilima où se trouvent plus 44359 ménages déplacés et retournés qui ont besoin d'une assistance humanitaire.

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	0%	0%
18-64 ans	16%	13%
6-17 ans	18%	17%
7 mois-5 ans	11%	13%
0-6 mois	6%	5%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM)²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	85%
Nutrition	2%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	2%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	2%
Santé	2%
Education	2%
Nourriture	2%
Moyens de subsistance	2%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	4775				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	2%	13%	22%	-	63%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	4%	-	20%	-	76%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	39%	-	-	46%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	50%	-	-	-	50%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	
Abris	Type d'abri (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	57%	41%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	59%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	4%	9%	68%	20%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	41%	0%	9%	9%	22%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	11%	-	17%	-	72%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	26%	52%	11%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	40%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	85%	-	-	-	15%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	83%	-	-	-	17%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	0%	-	-	-	38%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	74%	-	9%	-	17%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	56%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

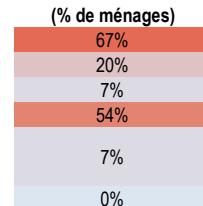
La sécurité dans les zones évaluées (à Kibirizi centre) est relativement calme, les interventions humanitaires peuvent s'y dérouler sans entrave majeure. Cependant, la situation sécuritaire volatile et imprévisible dans les localités/région voisines (axe Kibirizi-Kirima, Kirima-Bambo, Bambo-Kagando-Kirumba) pourrait à tout moment provoquer des nouveaux déplacements vers la même zone d'accueil (Kibirizi centre)

La poursuite des affrontements entre le M23 et les VDP (CMC et FDL) dans les régions de Bambo, Kishishe, et sur l'axe Kirima-Katwe, risquera aussi d'impacter l'accès humanitaire sur Kibirizi centre et causer des retards dans la mise en œuvre des interventions

Besoins prioritaires

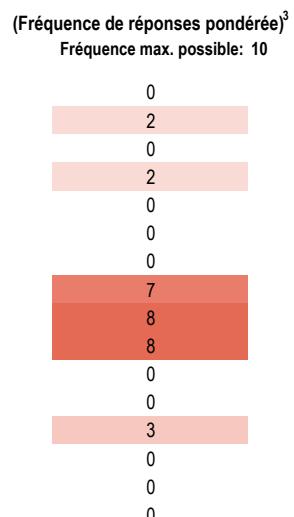
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre



Types de besoins prioritaires de la population (IC)²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas



Informations sur l'enquête

Méthodologie

Au cours de la mission les équipes se sont servis de l'outil ERM en recourant principalement à 5 approches méthodologiques, à savoir :

1. Les enquêtes-ménages : Celles-ci ont permis d'entrer en contact direct avec la cible de la mission. Les équipes ont ciblé les déplacés et les ménages d'accueil. 46 enquêtes ont été réalisées au total à l'aide de Kobo collect. Par la même occasion, un screening nutritionnel rapide a été réalisé à l'aide du MUAC.

2. Groupes de discussions : 4 groupes désagrégés par statut et sexe ont été constitués. Il s'agit particulièrement des groupes des femmes, des hommes, des retournés et déplacés, les autorités. Cette approche a permis d'avoir une vue d'ensemble sur les besoins prioritaires des personnes affectées par la crise (déplacés, retournés et communauté hôte)

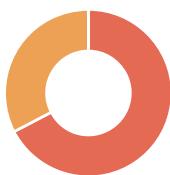
3. Echanges avec les informateurs clés : 4 entretiens avec les informateurs clés ont été menés dans la zone, constitués principalement des leaders communautaires, des autorités, des professionnels de santé, des professionnels de l'éducation et d'associations locales.

4.Observation directe : Cette approche a permis aux équipes de comparer ce qui est rapporté avec ce qui est vu. Les équipes ont ainsi eu l'opportunité de jeter des coups d'œil sur la situation des abris, des AME, les centres de santé, les écoles, la situation de l'eau, l'hygiène et l'assainissement et les provisions alimentaires dans les maisons d'accueil.

5. Des entretiens non structurés : Ceux-ci ont permis de collecter des informations complémentaires sur l'accès ainsi que d'approfondir les questions sectorielles.

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	67%	40%	
Retournés	33%	14%	
Communauté hôte / autochtones	0%	47%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

La présence de, 49 890 personnes en besoin d'aide humanitaire d'urgence confirmée par la mission COHP dans la zone Kibirizi :
L'évaluation multisectorielle (ERM) réalisée par la mission COHP du 17 au 19 septembre dans la Zone de Santé (ZS) de Kibirizi, couvrant les aires de santé de Kashalira, Kibirizi, Kabanda et Kibingu, met en évidence une situation humanitaire marquée par d'importants mouvements de population. Au total, 49 890 personnes (soit 9 978 ménages) ont été identifiées comme ayant des besoins humanitaires, dont 4 775 ménages déplacés internes (PDIs) et 5 203 ménages retournés.

Les principales vagues de déplacements et de retours ont été enregistrées entre avril et septembre 2025, confirmant une dynamique de mobilité constante dans la chefferie de Bwito.

Un site abritant environ 813 ménages avait été établi à Kirima, mais il a été démantelé en mai 2025 par les M23, contrignant les ménages déplacés à se relocaliser, souvent de manière précipitée. La grande majorité des PDIs se trouvent aujourd'hui en familles d'accueil (FAMAC), ce qui accentue la pression sur les communautés hôtes, déjà vulnérables du fait de la dégradation sécuritaire et de l'accès limité à leurs champs et aux services de base.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	4775	657
Retournés	5203	231
Communauté hôte / autochtones	10131	774
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

14906

1662

Taille moyenne des ménages (EM)

7,5

-

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

47%

0.45%

#REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

17%

(Réponse IC majoritaire)

i, beaucoup (plus de la mo

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

2592

-

#REF!

#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données Mdp EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	4775
Retournés	5203
Communauté hôte / autochtones	10131
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	14906

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0%	0	
	115-125 mm	0	0	0%	0	
	>125 mm	2	100%	1	3	
	MAG	0	0%	0	0	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0%	0	
	115-125 mm	0	0	0%	0	
	>125 mm	3	100%	3	6	
	MAG	0	0%	0	0	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0%	0	
	115-125 mm	0	0	0%	0	
	>125 mm	5	100%	4	9	
	MAG	0	0%	0	0	
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	2				
	>230 mm	4				
	MAG	2				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédent l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	n	n	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	6	9	15		
	115-125 mm	49	61	110		
	MAG	55	70	125		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	9	10	19		
	115-125 mm	50	48	98		
	MAG	59	58	117		
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	15	19	0		
	115-125 mm	99	109	208		
	MAG	114	128	242		
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	16				
	185-230 mm	10				
	MAG	26				

Analyse Nutrition

Si les résultats des enquêtes ménages montrent 0% de cas MAS et 0% de cas de MAM sur un total de 9 enfants de 6 à 59 mois dépistés lors du passage des enquêteurs, les informateurs clés eux fournissent des informations préoccupantes sur la prévalence de la Malnutrition dans la Zone. En effet, sur les 4 dernières semaines qui ont précédé l'évaluation, 34 cas de Malnutrition aigüe sévère soit 14% ont été enregistrés et 208 cas de Malnutrition aigüe modérée soit 86%.

Pour ce qui est des femmes enceintes et allaitantes, grâce à la prise des mesures anthropométriques auprès des 6 femmes présentes dans les ménages pendant l'enquête, les résultats suivants ont été trouvés : 0% de MAS et 33% de MAM soit un taux de MAG de 33%. Les informateurs clés de leur part ont fourni les informations selon lesquelles, sur les 4 dernières semaines, 16 cas de MAS ont été notifiés chez les FEFA et 10 cas de MAM soit respectivement 62% et 38%. Cette disparité entre les données des enquêtes ménage et celles recueillies auprès des informateurs clés serait liée au fait que seul un petit nombre d'enquêteurs ont pu prendre les mesures anthropométriques aussi bien chez les enfants que chez les FEFA.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			6
Principales activités de subsistance (EM, IC)²			
Travail journalier	48%	5	
Agriculture de subsistance	33%	6	
Agriculture de rente	4%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	1	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	2	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envoi de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	11%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	35%	-	
Non	65%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Non consensus	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	41%	3	
Non	59%	3	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	3	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	3	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²			
Production personnelle	30%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	7%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	15%	-	
Marché	26%	-	
Travail pour de la nourriture	57%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	2%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	2%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	7%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	63%	-	5
1-2 semaines	22%	-	3
3-4 semaines	13%	-	
Plus de 4 semaines	2%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴			
Acceptable (>42)	4%	-	1
Limite (>28)	20%	-	3
Pauvre (<=28)	76%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	39%	-	3
Crise / urgence (>19)	61%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Dans les localités évaluées, les enquêtes ont montré que les ménages des retournés dépendent de l'agriculture.

-Les spéculations pratiquées sont : manioc, haricot, maïs, soja, patate douce, sorgho. Le vol des bétails a fait rage dans les zones évaluées. Le score de consommation alimentaire est très faible. Le seul repas de ménage est composé de foufou et des feuilles de manioc pour la plupart des ménages sans huile. Le produit principal dans la zone est la farine de manioc où actuellement un sac de 100 Kg coûte 15.000 FC.

-On a constaté que les retournés n'ont jamais été assistés, ils n'ont pas d'intrants agricoles ; les routes des dessertes agricoles sont délabrées ; l'inaccessible des populations aux champs a été rapportée.

Les résultats de l'ERM dans les zones évaluées montrent que :

-48% des ménages enquêtés des retournés obtiennent leurs repas au travers des travaux journaliers réalisés : 33% des populations vivent de l'agriculture de subsistance. Ils ont perdu la majorité de leurs bétails. 60% n'ont pas accès à la terre.

-59% des ménages retournés n'ont pas accès aux services de transferts monétaires.

-3 informateurs clés pensent que la faim est importante et les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture ; d'où recours à la monotonie alimentaire.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		6	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	13%	-	
En famille d'accueil	26%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	50%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	11%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)			
			Beaucoup (plus de la moitié des ménages)
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	2%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	91%	6	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	7%	2	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)			
			Oui , quelques-uns (moins de la moitié)
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	59%	-	
Non	41%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%	1	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	46%	2	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	9%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	26%	3	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		

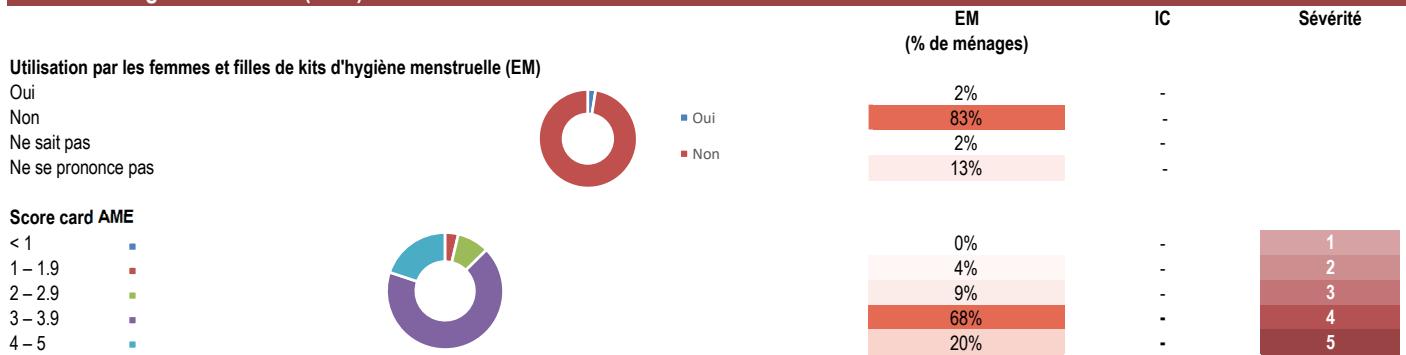
Analyse Abris

Selon les analyses, 91 % des ménages déplacés et retournés vivent dans des maisons en construction, souvent inachevées ou abandonnées, souvent sans conditions de base, faute d'accès à d'autres solutions.

Environ 50 % des ménages habitent dans des logements loués, ce qui représente une charge financière régulière dans un contexte de forte vulnérabilité économique. Une proportion importante des ménages déplacés est hébergée par des familles hôtes. Cette option, bien que solidaire, entraîne une pression accrue sur les ressources (eau, nourriture, énergie, espace vitale). La promiscuité dans les ménages hôtes accentue aussi les risques sanitaires et de protection, en particulier pour les femmes et enfants.

Il a été également remarqué une sévérité 3 dans la promiscuité des ménages du fait que plusieurs familles partagent un même ménage et vivent dans un espace nettement insuffisant par rapport aux standards humanitaires. Cela reflète une certaine précarité, mais aussi une volonté de reconstruction et de réinstallation progressive.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

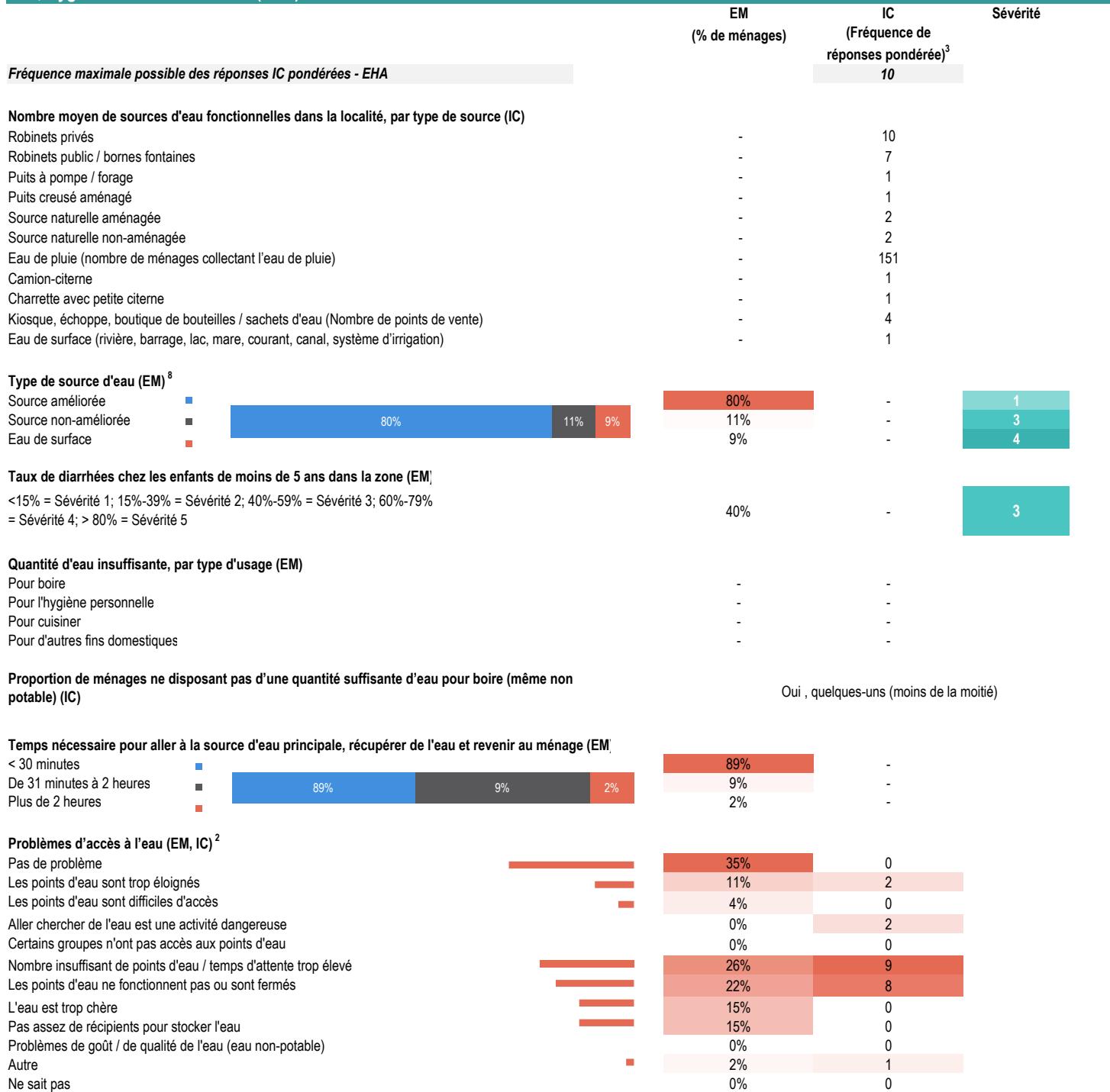


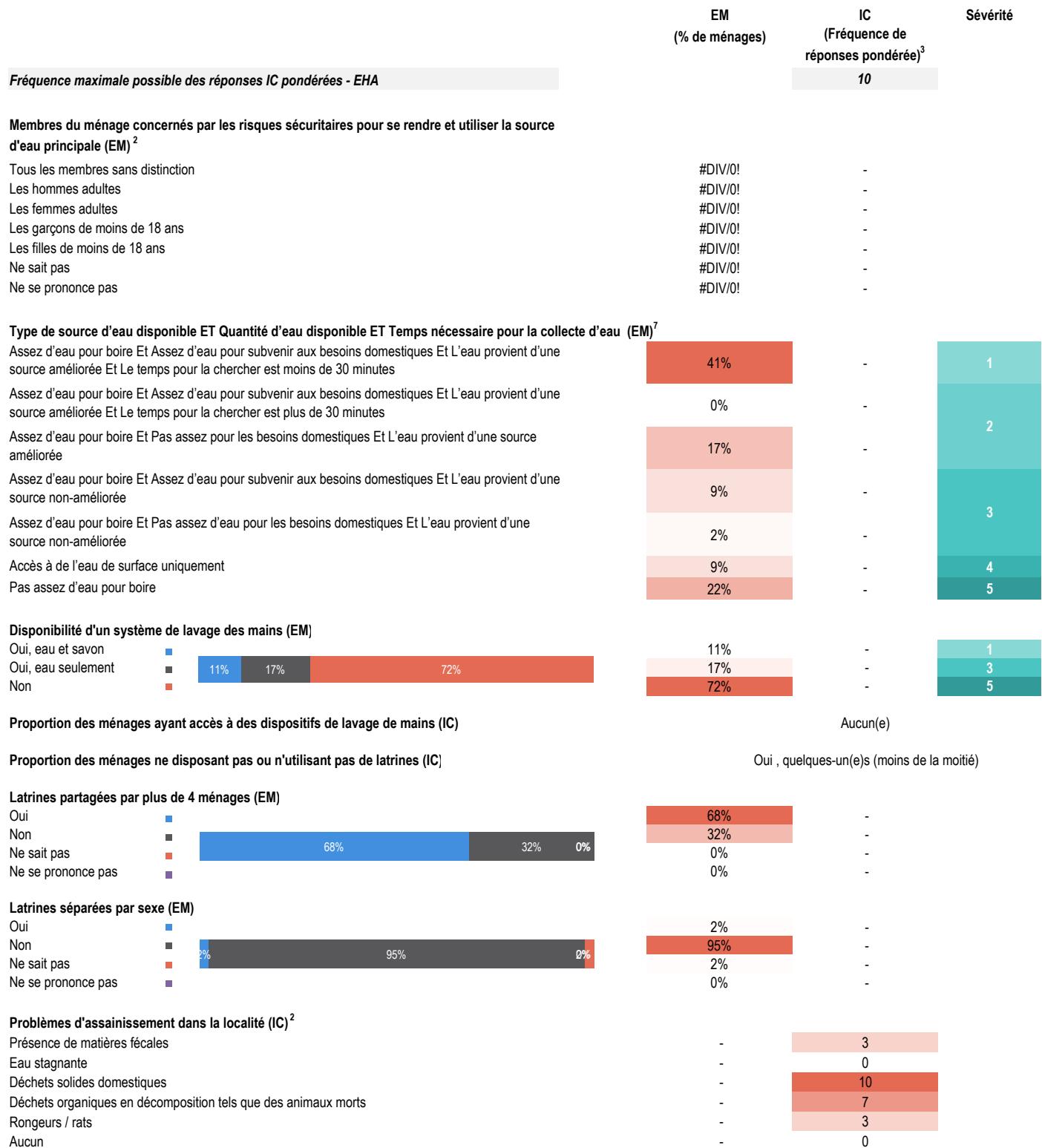
Analyse AME

68% des ménages déplacés évalués ont un niveau élevé de besoins (score 4) en termes d'articles ménagers essentiels car ils ont perdu pendant le déplacement ou le retoiurcela implique, Plus de deux tiers des ménages déplacés n'ont pas accès aux objets de base pour cuisiner, pour dormir, stocker de l'eau, se laver, etc. Cela reflète une grande vulnérabilité matérielle et un niveau de vie très précaire. Ce manque d'équipement de base limite l'autonomie des ménages et leur capacité à se stabiliser ou se reconstruire. Dans certains ménages, une casserole sert à la fois pour le répas et pour laver les habits, ce qui pose des risques d'hygiène et de santé.

83 % des femmes et filles en âges de procréer n'utilisent pas les kits de dignité menstruelle : cela implique des risques accrus d'infections, la perte de dignité et de bien-être, l'isolement social et absentéisme mais aussi une exposition aux violences basées sur le genre (VBG).

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)







Analyse EHA

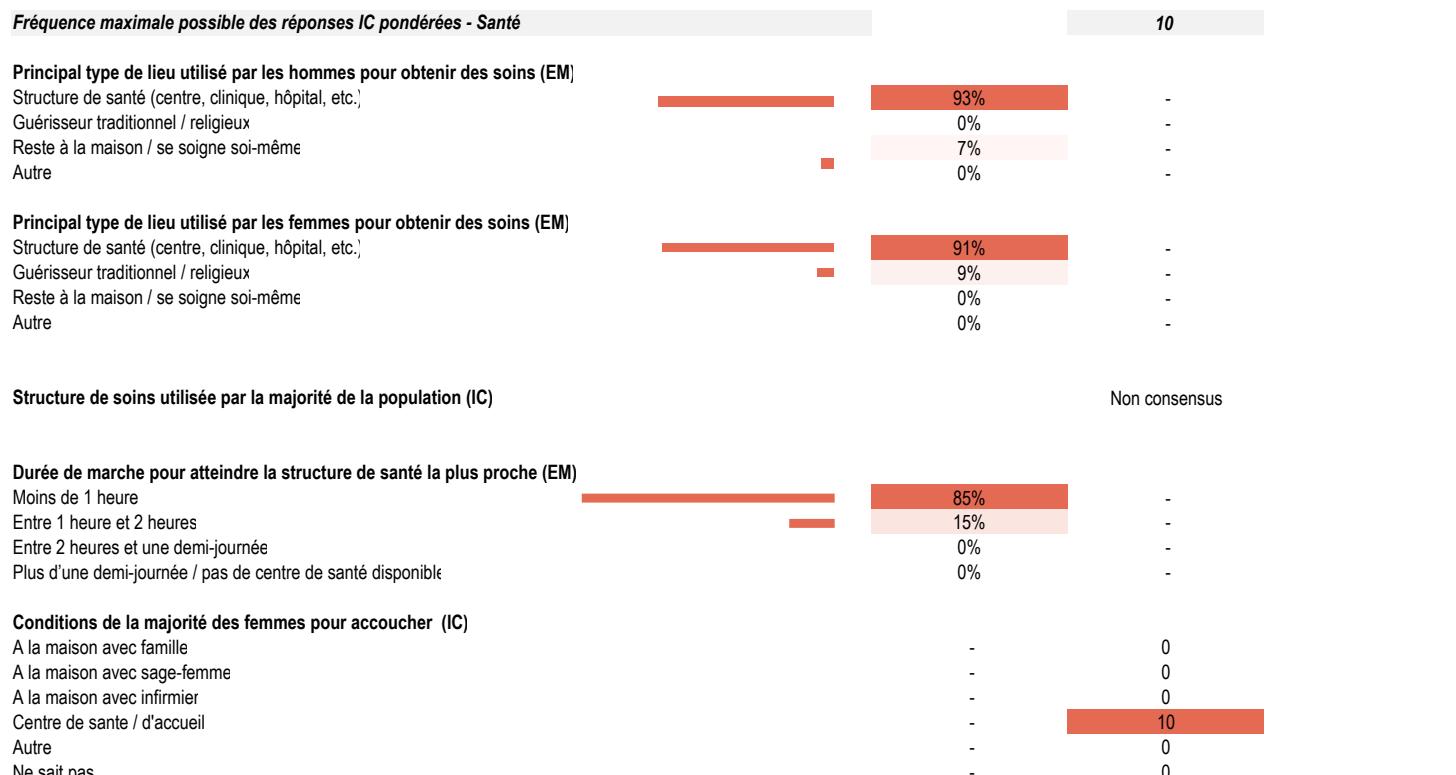
L'évaluation WASH conduite dans la zone de Kibirizi (territoire de Rutshuru) met en évidence une amélioration relative de l'accès à l'eau potable. Cette amélioration est attribuée aux interventions des deux dernières années portées par plusieurs partenaires du secteur, dont Mercy Corps et Heks Eper. Ces actions ont permis la mise en place d'adductions d'eau et l'aménagement de sources qui constituent aujourd'hui les principales sources d'approvisionnement des communautés. Néanmoins, la quantité d'eau disponible demeure insuffisante au regard de la forte pression démographique liée aux mouvements de population et aussi en raison de la vétusté de la tuyauterie qui part de la source au réservoir d'eau; celle-ci nécessite une réhabilitation. Une évaluation sectorielle WASH dans la zone est recommandée.

En revanche, les infrastructures sanitaires restent très insuffisantes. Les données de l'enquête révèlent que :

- 78 % des ménages disposent uniquement d'installations sanitaires non améliorées ;
- 72 % n'ont pas accès à un dispositif de lavage des mains ;
- 68 % des latrines sont partagées par plus de quatre personnes ;
- 95 % des latrines ne disposent pas de séparation hommes/femmes.

Les pratiques d'hygiène sont également faibles dans les zones de retour et d'accueil, ce qui accroît les risques sanitaires pour les populations déjà vulnérables.

Santé



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			10
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	7	
Manque de médicaments	-	7	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	6	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	2	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	40%	-	
Fièvre	80%	-	
Toux	54%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			3
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	54%	-	
Non	33%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme	46	139	
Infection Respiratoire Aigüe	34	55	
Diarrhées aigües	18	22	
Typhoïde	0	32	
Malnutrition aigüe globale	84	93	
Rougeole	0	0	
Choléra	0	0	
Fièvre jaune	12	24	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	13	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Non, manque modéré
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Non, manque modéré
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)			Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les entretiens menés avec les professionnels de santé indiquent que les principales pathologies récurrentes dans les zones évaluées sont :

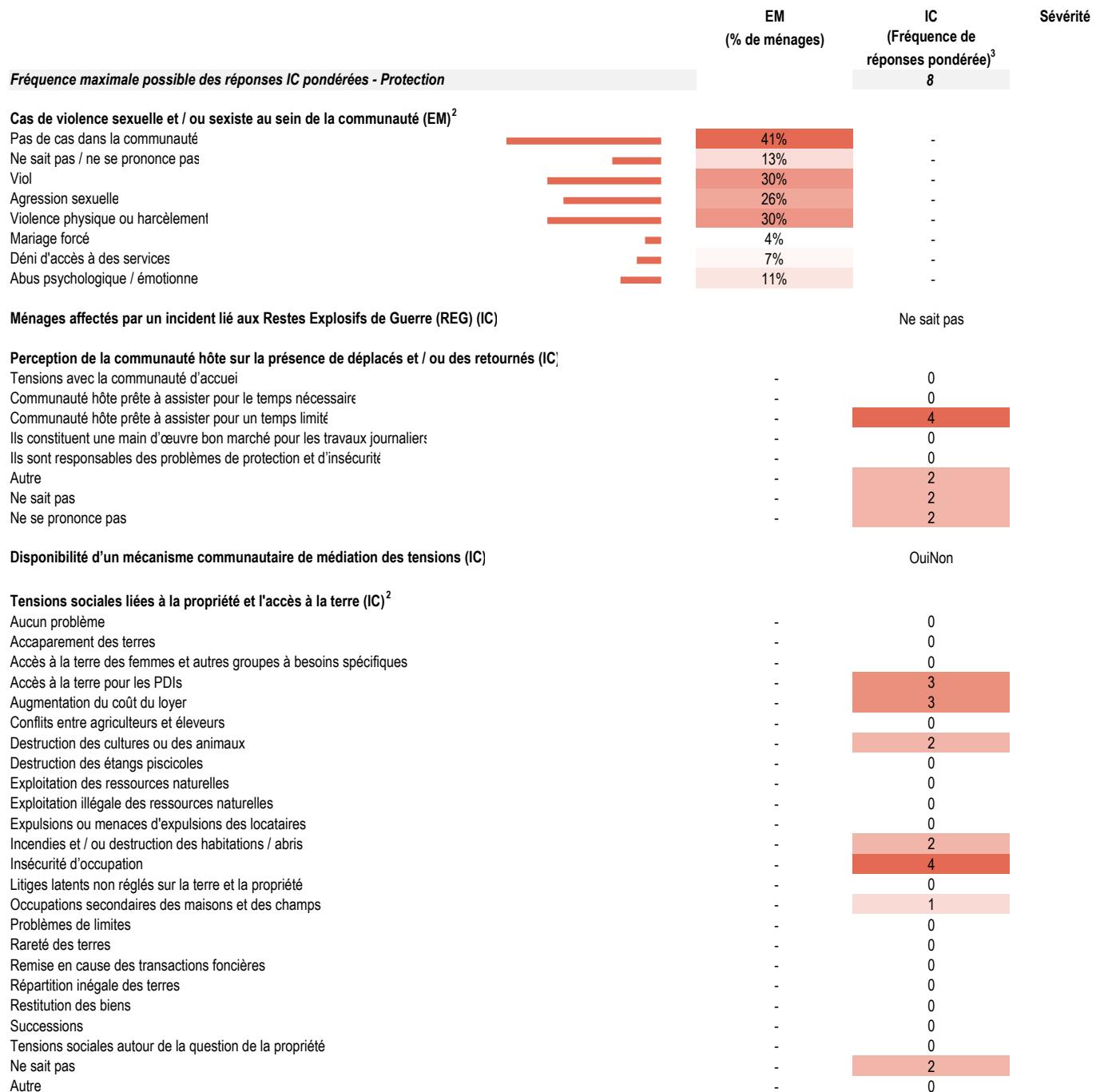
- Paludisme ;
- Malnutrition Aigüe Globale (MAG) ;
- Infections Respiratoires Aigües (IRA) ;
- Fièvre typhoïde ;
- Diarrhée.

Les enquêtes auprès des ménages confirment plusieurs difficultés majeures dans l'accès aux soins :

- Manque de moyens financiers des PDIs pour couvrir les frais médicaux (on observe une augmentation accrue des personnes déplacées en besoin des soins) ;
- Insuffisance des médicaments essentiels génériques (MEG) et du matériel médical dans les structures, malgré les appuis ponctuels de partenaires.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		8	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	15%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	17%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	5	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	5	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	
Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)³		
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0
Meurtre	2	0	0
Mutilations / coups et blessures	1	0	3
Violences intercommunautaires	0	0	2
Violences sexuelles	0	8	8
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	2	0
Mariage forcé / précoce	0	1	3
Violences conjugales	0	6	2
Séparation des familles	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	5	0	2
Pillage du bétail	5	0	0
Arrestations arbitraires	5	0	5
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	2
Recrutements / enrôlements forcés	4	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0
Travaux forcés	2	0	8
Autre	0	0	3
Ne sait pas	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²			
Violence physique ou harcèlement	13%	-	
Déni d'accès à des services	7%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Travail forcé	11%	-	
Pas de cas dans le ménage	61%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	9%	-	
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²			
Violence physique ou harcèlement	11%	-	
Déni d'accès à des services	15%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Travail forcé	7%	-	
Pas de cas dans le ménage	65%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	11%	-	
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)		Oui	



Analyse Protection

La situation sécuritaire reste relativement calme dans le centre de Kibirizi, mais la présence d'hommes armés dans les champs maintient un climat de peur. Beaucoup craignent d'accéder à leurs terres agricoles, ce qui affecte les conditions socio-économiques. Les enquêtes signalent la présence d'enfants non accompagnés, nécessitant un renforcement urgent des mécanismes communautaires de protection. Les communautés rapportent régulièrement des violences physiques, viols (30%), agressions sexuelles et abus psychologiques, appelant une réponse intégrée médicale, psychosociale, juridique et communautaire. Environ 11 % des ménages déclarent subir des travaux forcés, limitant les déplacements des hommes. Le pillage, vol et cambriolage augmentent, aggravant l'insécurité. Enfin, la présence de restes explosifs de guerre et d'engins improvisés dans les champs représente une menace majeure, nécessitant des actions de marquage et dépollution pour protéger les populations.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		6	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	74%	9%	74%
Plus de 1 heure	9%	9%	9%
Pas d'école primaire fonctionnelle	17%	17%	17%
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	5%	5%	-
Non	92%	92%	-
Ne sait pas	3%	3%	-
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans) Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	5	5
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	0
Dehors / sous les arbres	-	0	0
Autre	-	0	0
Ne sait pas	-	0	0
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	43%	-	-
Filles (Primaire)	44%	-	-
Garçons (Secondaire)	70%	-	-
Filles (Secondaire)	67%	-	-
Total	56%	-	4
Taux total $\geq 70\% =$ Sévérité 5; $51\% - 69\% =$ Sévérité 4; $36\% - 50\% =$ Sévérité 3; $16\% - 35\% =$ Sévérité 2; $\leq 15\% =$ Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	56%	-	-
Ecole trop éloignée	0%	-	-
Interruption suite à un déplacement / retour	15%	-	-
Destruction de l'école	0%	-	-
Occupation de l'école	0%	-	-
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	-
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	-
Absence des enseignants	4%	-	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	4%	-	-
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	-
Autre	4%	-	-
Ne se prononce pas	19%	-	-

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

- Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
- Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
- Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travail)
- Elles / Ils doivent travailler à la maison
- Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
- Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
- Mariage précoce / mariage forcé
- Grossesse précoce
- Faim
- La route pour aller à l'école est trop dangereuse
- Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres,)

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	65%
Avant la crise	-	65%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	60%
Avant la crise	-	75%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Analyse Éducation

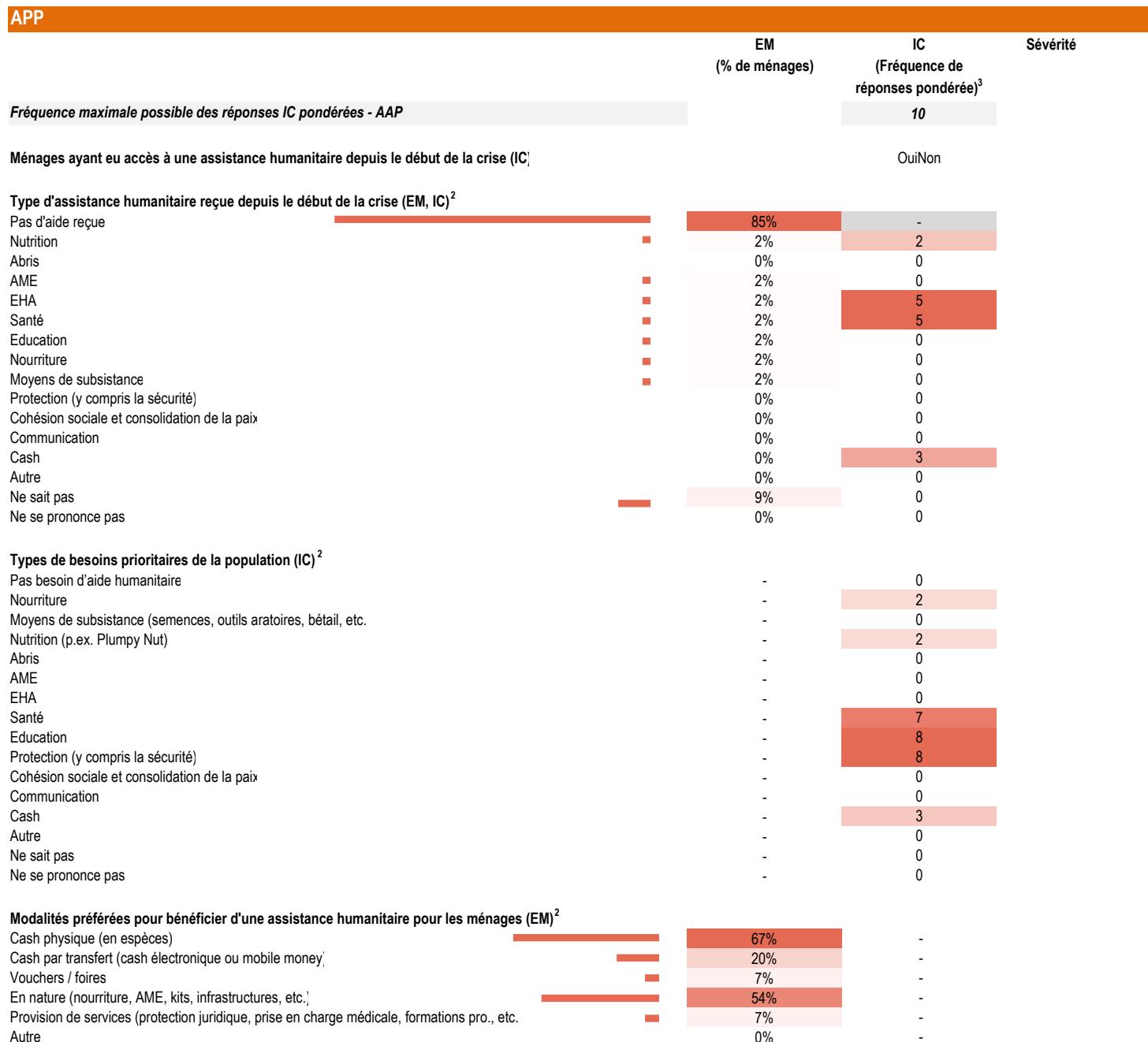
Le taux de Sévérité 4 avec une moyenne de 56% pour les filles et garçons du primaire et secondaire des ménages dont aucun enfant n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours.

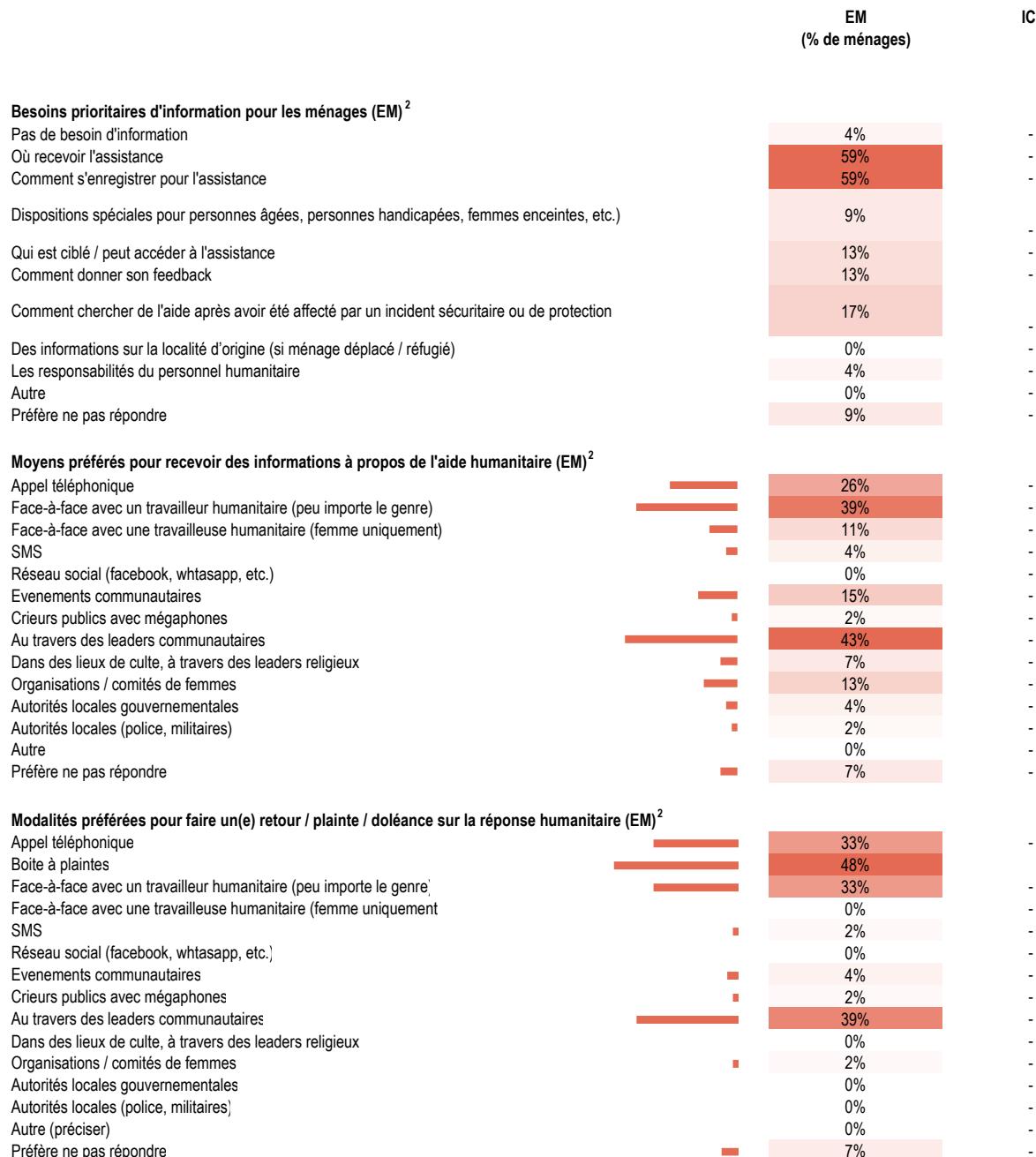
Le taux d'inscription à l'école primaire dans les zones évaluée s'élève à 60-65% en période d'enquête, du moment qu'il était à 65 à 75% avant la crise.

La non fréquentation ou irrégularité des enfants à l'école s'explique par plusieurs causes dont, le manque de moyens pour payer l'école vient en premier à 56%.

La ratio Elèves/Enseignant s'élève à 80 pendant la période de l'enquête suite au nombre important d'enfants déplacés réintégrés dans le système scolaire. Ce taux était à 50% avant la période des crises.

5% de ménages enquêtés, rapportent l'existence des écoles primaires fonctionnelles occupées ou partiellement utilisées par des personnes armées.





Analyse AAP

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)

67% Cash physique (en espèces)

20% Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)

7% Vouchers / foires

54% En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)

7% Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pros., etc.)

Types d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)

85% ; Pas d'aide reçue

2% reçu assistance nutrition et santé

Conclusions générales et commentaires

De manière générale, la situation des retournés, des déplacés et des résidents dans les zones évaluées est alarmante. L'évaluation a mis en lumière des besoins humanitaires dans tous les secteurs avec comme priorités la sécurité alimentaires (modalité cash inconditionnelle), les AME et la santé.

Recommandations :

1.COHP Nord-Kivu : A travers les clusters, mobiliser plus des capacités et ressources nécessaires pour intervenir dans les zones évaluées (Kibiri centre et ses environs, Kirima-Kashalira-Katoro)

2.FHRDC et bailleurs : Compte tenu de l'insuffisance des capacités de réponse disponibles pour couvrir l'ensemble des besoins identifiés dans tous les secteurs, une allocation spécial dédié à l'ensemble de la chefferie de Bwito (ZS de Kibiri, Bambo et Birambizo) serait très utile pour des interventions holistiques aux besoins prioritaires de la zone.

3.OCHA, HC et autres acteurs humanitaires : Intensifier les efforts de plaidoyer en cours pour garantir un accès humanitaire sans entrave.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présenté sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil*", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)